

LES JUIFS DE FRANCE ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2007

Philippe Velilla

Y-a-t-il un vote juif? demandait François Mitterrand à son collaborateur Pierre Aidenbaum dans la voiture qui les accompagnait aux *Douze Heures pour Israël* organisées par le Renouveau juif. Et celui qui n'était pas encore le maire socialiste du troisième arrondissement de Paris répondit, non sans malice, au futur président: *Non, mais les Juifs votent*¹. Et c'est tout dire car le comportement électoral des Juifs de France est méconnu, fait l'objet de peu d'études et ne suscite guère d'articles dans la grande presse. Même les médias et organisations de la communauté juive abordent le sujet avec méfiance, craignant que cela débouche sur une campagne antisémite ayant pour thème *le pouvoir juif*². On hésite donc à examiner sérieusement l'existence ou non d'un vote juif, même si poser la question c'est déjà un peu y répondre. Il reste à prendre la mesure de ce vote souvent surestimé, ses déterminants restant difficiles à évaluer.

*

Contrairement à une légende complaisamment entretenue par l'UMP, ce n'est pas Nicolas Sarkozy qui est à l'origine du virage à droite des Juifs de France.

VIRAGE À DROITE

Comme toujours en politique, le phénomène, en gestation depuis longtemps, s'est cristallisé en 2002, et amplifié en 2007.

Le glissement

Une séquence politique bien précise, celle qui va du déclenchement de la seconde Intifada (28 septembre 2000) au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2002, a confirmé et amplifié le glissement continu vers la droite des Juifs de France. Il est vrai que des forces jouant en ce sens étaient à l'œuvre depuis plusieurs années et ont perduré depuis³. Ce mouvement a été marqué par des ruptures successives: première guerre du Liban (1982), visite de Yasser Arafat à Paris (1989), première Intifada (1987-1990), seconde Intifada (2000-2004). Quelques rares périodes d'embellie de la conférence de Madrid à celle d'Oslo (1991-1995) et après l'évacuation de la bande de Gaza (2005) n'ont pas compensé cette distanciation historique. En fait, la gauche parlementaire, souvent silencieuse sur bien des dimensions du conflit israélo-arabe, notamment sur les dérives de l'Autorité palestinienne, l'idéologie du Hamas ou encore les attentats contre les civils israéliens, a laissé à l'extrême gauche le monopole de l'expression sur ces questions. C'est son discours marqué par un antisionisme systématique qui a été retenu par les Juifs de France comme seule expression venant de la gauche. Le paroxysme de cette évolution a été atteint lors de la grande manifestation de protestation organisée par le CRIF le 7 avril 2002 contre l'antisémitisme, où la gauche brilla par son absence. Si l'on en croit les propos prêtres

1 Témoignage recueilli par l'auteur.

2 Voir à cet égard la déclaration du CRIF du 13 juillet 2006 qui évoque le *trop fameux concept du vote juif*.

3 Voir notre article *La Gauche en Europe et Israël, entre Angélisme et Hostilité*, Cahiers Bernard Lazare, Paris, mars 2006, p. 16-20.

tés à Dominique Strauss-Kahn⁴ (à qui Lionel Jospin lui-même aurait interdit de participer à la manifestation), le candidat socialiste perdit là 50 000 voix juives. Cette politique – ou plutôt cette absence de politique – avait reçu sa justification idéologique avec la note de Pascal Boniface à la direction du PS⁵ intitulée *Le Proche-Orient, les socialistes, l'équité internationale, l'efficacité électorale* et fondée sur une certitude : la politique 'équilibrée' du PS était à la fois injuste moralement et inefficace politiquement, car elle lui aliénait l'électorat musulman. Pascal Boniface concluait : *Il vaut certes mieux perdre une élection que son âme. Mais, en mettant sur le même plan le gouvernement d'Israël et les Palestiniens, on risque tout simplement de perdre les deux*. Ce type d'argumentation ne pouvait que susciter un rejet de la gauche chez les Juifs de France. D'autant qu'en sus des controverses sur la politique israélienne, la gauche était perçue par les Juifs de France comme moins active que la droite dans la dénonciation de l'antisémitisme. Il est vrai que depuis longtemps, la gauche a déserté les institutions communautaires, laissant à des personnalités classées à droite⁶ le quasi-monopole de la représentation

officielle des Juifs de France. Ajoutons à cela quelques maladresses, comme la négligence des élus locaux de gauche vis-à-vis de leurs homologues israéliens (à l'exception notable de Bertrand Delanoë). Dans le même ordre d'idées, la mise à l'écart de François Zimeray du Parlement européen en 2004 a privé la gauche d'un de ses rares représentants encore audibles au sein de la communauté organisée.

La traduction électorale de ce glissement ne devait pas tarder. En janvier 2002, au cours d'une enquête approfondie sur l'identité des Juifs de France sous la direction du sociologue franco-israélien Erik Cohen⁷ 45 % des Juifs se disaient de gauche, alors que 40 % se situaient au centre et 15 % à droite. Le centre était donc nettement privilégié et, effectivement, certains résultats enregistrés le 21 avril 2002 par François Bayrou, et surtout par Alain Madelin (classé à tort ou à raison en dehors de la droite traditionnelle), montrent que ces deux candidats ont connu un certain succès dans les quartiers où les Juifs sont nombreux⁸. Le 21 avril 2002,

4 Frédéric Haziza, *Chirac ou la victoire en pleurant*, Paris, Ramsay, 2002, pp. 265-266.

5 Note reproduite dans son ouvrage *Est-il permis de critiquer Israël?*, Paris, Robert Laffont, 2003.

6 Comme Roger Cukierman, président du CRIF de 2001 à 2007, ou Joël Mergui, élu président du consistoire de Paris fin 2005. On observera également que, sur les trois autres institutions importantes, deux sont occupées par des personnalités de droite (Joseph Sitruk, très proche de Jacques Chirac pour le Grand rabbinat de France, et à la présidence du consistoire central, Jean Kahn, qui a toujours marqué ses préférences pour la droite non gaulliste). La présidence du Fonds Social Juif Unifié est depuis 2005 occupée par Pierre Besnainou, dont les opinions ne sont pas

connues. Seule l'Union des Etudiants Juifs de France n'hésite pas à s'engager avec la gauche, notamment lors des initiatives qu'elle prend avec SOS Racisme.

7 Erik Cohen, *Valeurs et Identité des Juifs de France*, Paris, FSJU, 1982, dont un bon résumé a été publié dans *L'Observatoire du Monde Juif* n° 10-11, mai 2004, p. 7-14. Des approches synthétiques et critiques de ce travail ont été faites par Michel Wiervorka dans *Un modèle en Crise? L'Arche*, n° 538, décembre 2002, et par le Pr Sergio della Pergola, considéré comme le meilleur spécialiste mondial de la démographie juive : *Un nouveau regard sur les Juifs Français* dans *L'Arche* n° 546-547, août-septembre 2003.

8 Ainsi François Bayrou enregistrait un score national de 6,84 %, et Alain Madelin de 3,91 %. Mais à Paris, où la communauté juive est près de dix fois plus importante qu'au niveau national, ces scores atteignaient respectivement 7,9 % et 6,5 %. Alain Madelin

le vote centriste ou libéral avait donc servi de sas pour des électeurs de gauche hésitant à rallier directement le parti chiraquien. Ce divorce électoral entre la gauche et nombre de Juifs a été confirmé par des observations du terrain⁹. Que nous apprennent ces estimations ? Tout d'abord que, comme avant 1981, le vote juif amplifie les phénomènes nationaux mais se distingue par sa modération : refus des extrêmes, glissement à droite mais en passant par le centre, du moins jusqu'en 2002. Car en 2007, c'est sans complexe que l'immense majorité des Juifs de France soutint le chef de la droite française. Il faut dire que celui-ci avait depuis longtemps perçu ce virage à droite et tout le bénéfice électoral qu'il pouvait en tirer.

Sarkozy, roi des Juifs

Il y a bien longtemps que le candidat de l'UMP jouait ouvertement la carte ethnique auprès des Juifs de France. Non sans succès. Nicolas Sarkozy doit d'abord sa popularité auprès des Juifs à ses prises de

position fermes sur l'antisémitisme. Il est vrai aussi que la montée de l'antisémitisme avait été fort bien perçue et combattue par Nicolas Sarkozy, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, en tout cas mieux que par son prédécesseur socialiste, Daniel Vaillant, que les Juifs de France accusèrent de négligence lors de l'irruption brutale d'actes violents fin 2000 (pourquoi ne pas le dire ?) Le discours du leader de la droite sur ce point était d'autant plus marquant qu'il était inlassablement répété (*Frapper un Juif c'est frapper la République*). En fait, Nicolas Sarkozy entretenait depuis longtemps des relations étroites avec les Juifs de France. Ces rapports sont d'ordre sentimental, idéologique et électoral¹⁰. Mais on se gardera de faire à Nicolas Sarkozy un procès en sincérité d'autant plus injustifié que celle-ci joue un rôle mineur en politique. On se contentera d'observer que ce soutien aux Juifs et à l'État juif verse souvent dans le communautarisme et l'atlantisme et n'exclut pas d'autres amitiés fussent-elles peu compatibles¹¹. Pour Nicolas Sarkozy,

semble avoir le plus profité de ce microclimat, puisque il obtenait 7,3 % dans le 3^e arrondissement de Paris et 7,6 % dans le 19^e. Alors que dans le Val de Marne, il était avec 4,9 % des voix à un point seulement au-dessus de sa moyenne nationale, il enregistrait trois points au-dessus de celle-ci à Créteil (6,9 %). Cette tendance était encore plus nette dans le Val d'Oise, où, malgré un score (4,4 %) supérieur d'un demi-point seulement à sa moyenne nationale, il bénéficiait d'un score record à Sarcelles, *la petite Jérusalem* : 11,9 % !

9 Voir l'excellente enquête du journal de l'UEJF, Tohu Bohu, 2003 n° 3 : *La gauche et Israël, analyse d'un divorce*. Par ailleurs, Arié Benssemhoun, président du CRIF à Toulouse, a confirmé cette désaffection des électeurs juifs le 21 avril 2002. À Paris, le vice-président du très à gauche Cercle Bernard Lazare, Jean-Michel Rosenfeld, a estimé que la moitié de ses adhérents n'avaient pas voté pour Lionel Jospin ce fameux 21 avril.

10 Petit-fils d'un Juif de Salonique, le Docteur Benedict Mallah, qui épousa sa grand-mère maternelle et le catholicisme en même temps, Nicolas Sarkozy a eu très jeune une image très positive des Juifs incarnée par ce grand-père qu'il adorait et chez qui il vécut une grande partie de son enfance. Mais c'est d'abord en tant qu'élus local qu'il a commencé à entretenir une relation suivie avec la communauté juive. Comme la plupart de ses collègues, le maire de Neuilly soutient les institutions juives de sa commune et participe à nombre de ses fêtes (tel l'allumage public des bougies de Hanouka). Il va même un peu plus loin que la plupart des édiles en recevant une fois par an le conseil d'administration de la synagogue à déjeuner à la Mairie.

11 Sachant compter, le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy avait cherché à s'attirer les bonnes grâces des cinq millions de Musulmans de France en organisant la représentation de ce culte, sans hésiter à favoriser ouver-

toutes ces démarches n'ont pas seulement un caractère électoraliste. En effet, face aux défis du métissage, Nicolas Sarkozy s'inspire du modèle américain consistant à organiser la société en une juxtaposition de groupes définis par leurs origines géographiques ou ethniques, leurs croyances philosophiques ou religieuses. En outre, Nicolas Sarkozy, lorsqu'il s'exprime sur Israël, parle un langage du cœur qui plait aux Juifs¹².

En fait, le président de l'UMP se distingue de l'ensemble de la classe politique française par sa mansuétude à l'égard des positions américaines. Cet atlantisme n'est pas pour déplaire aux Juifs de France, qui voient dans les États-Unis le seul partenaire fiable d'Israël. C'est donc aussi pour cela que Nicolas Sarkozy est plébiscité par l'immense majorité des Juifs de France, appartenant à la communauté organisée¹³.

tement l'Union des organisations islamistes de France (UOIF), fédération la mieux implantée au plan local pour la désignation des responsables du CFCM. Fort de cette conquête, Nicolas Sarkozy a imprimé à l'UMP une démarche similaire en nommant en la personne d'Abderrahmane Dahmane, un secrétaire national chargé des relations avec les associations issues de l'immigration, qui, sans complexe, affiche une démarche électoraliste au bénéfice de son chef. Quelques mois avant les élections présidentielles, ce responsable de l'UMP estimait qu'ayant rallié une partie de l'électorat *beur*, Nicolas Sarkozy devait porter son effort sur les Noirs (voir l'article de Jean-Baptiste de Montvalon : Sarkozy : « les Communautés c'est Moi », *Le Monde*, 8 mars 2006, p. 3).

12 On se souvient qu'en janvier 2005, Nicolas Sarkozy consacra à Israël son premier déplacement international en qualité de président de l'UMP. On se souvient aussi qu'il fut (avec François Bayrou) le seul responsable politique français à reconnaître à Israël, lors de la deuxième guerre du Liban (juillet 2006), *le droit de se défendre*.

13 Ici, il faut distinguer ce qui relève de l'expression spontanée, du soutien organisé au candidat de

Ainsi, nul doute qu'à quelques mois des élections présidentielles, Nicolas Sarkozy avait déjà réussi à capter des dizaines de milliers de voix juives qui n'étaient pas d'emblée gagnées à la droite. Le candidat de l'UMP a su s'imposer, surtout lorsque sur ces questions – comme sur tant d'autres – la gauche n'est plus prise au sérieux.

La gauche inaudible

Ségolène Royal s'est toujours gardée de toute démarche communautariste auprès des Juifs de France¹⁴. Elle n'a jamais cherché à développer des relations avec les organisations juives et, élue dans une région où il

la droite. À l'instar de Jacques Chirac qui l'a formé, Nicolas Sarkozy sait témoigner de toutes les attentions nécessaires aux dirigeants de la communauté juive de France. Dans les médias juifs, le traditionnel équilibre entre droite et gauche (assez bien respecté sur les radios) cède facilement devant la tendance naturelle d'*Actualité Juive*, qui au fil des semaines, distille dans ses *Indiscrétions*, rédigées sous pseudonyme par un journaliste proche de l'UMP, des informations qui mettent facilement en valeur les responsables de la droite et desservent ceux de la gauche.

14 La candidate socialiste a connu des Juifs tardivement. Adhérente au Parti socialiste dès 1978, elle y rencontre immédiatement des Juifs. C'est Jacques Attali qui la recrute à l'Élysée pour l'assister en 1982. Elle s'y lie d'amitié avec Charles Salzmann, spécialiste des enquêtes d'opinion qui l'intéressent beaucoup (déjà!) Avec Julien Dray, qui fonde SOS Racisme en 1984, François Hollande étant son correspondant à l'Élysée, ce sont des rapports encore plus solides qui se nouent : des relations étroites entre les enfants, des vacances communes scellent une amitié durable entre les deux familles. D'autres rapports amicaux (avec Michèle Fitoussi, sa complice en féminisme, le couple Eric Ghebali et Daniela Lumbroso, ou Elie Semoun par exemple), font que Ségolène Royal et ses enfants ont des Juifs dans leur entourage proche. Mais rien n'autorise à penser que ces relations ont une connotation autre qu'amicale.

y a peu de Juifs, elle n'avait pas de raison particulière pour le faire. La campagne présidentielle la conduisit à répondre aux sollicitations, puisque, après avoir reçu le président du CRIF, elle se rendit au dîner de cette organisation le 23 janvier 2007, son conseiller David Assouline précisant que *elle est venue car le dîner du CRIF se déroule dans un cadre républicain et non communautaire*¹⁵. Cette position a le mérite de la cohérence : Ségolène Royal refuse de jouer la carte ethnique et pose les questions en termes purement politiques. C'est aussi le cas sur le Proche-Orient, Ségolène Royal ayant fait entendre sur les questions régionales une petite musique assez originale et surtout une capacité à évoluer. Sur la guerre entre Israël et le Liban en juillet 2006, elle critique l'attitude des États-Unis (c'est une constante de sa politique étrangère). Sur le nucléaire iranien, en revanche, elle fait preuve d'une constance et d'une fermeté assez rares chez les responsables politiques français. Sur le conflit israélo-palestinien, la position de Ségolène Royal est plus conforme à celles traditionnelle de la gauche. Ainsi, elle déclare le 12 octobre 2006 qu'il *faut rétablir immédiatement les aides européennes aux Palestiniens, car si la famine s'installe, si le désespoir s'installe, alors la guerre civile s'installe. Compter sur cette perspective de guerre civile pour éliminer le Hamas serait irresponsable*¹⁶. Mais

sur cette question, la candidate socialiste sait également montrer une capacité d'inflexion puisque, moins d'un mois plus tard, sur Radio J, elle estime qu'*Israël a droit à la sécurité...* et que *force est de constater que cette sécurité est toujours fragilisée*. Et elle ajoute : *Donc je reconnais à Israël le droit de garantir sa sécurité. Mais en même temps il faut veiller à ne pas entrer dans une logique d'escalade de la violence – provocation, riposte, provocation, riposte – et faire en sorte que les choses restent à leur juste place, à leur juste mesure*. Au total, c'est dans le registre très classique de la *politique d'équilibre* qu'avait fort bien illustrée François Mitterrand que la candidate socialiste se situe.

Mais les temps ont changé. Désormais, c'est aux organisations pro-iraniennes qu'il faut faire face, et au cours de son voyage très controversé au Proche-Orient du 30 novembre au 3 décembre 2006, la candidate socialiste devait connaître les difficultés de l'exercice. En rencontrant au sein d'une délégation parlementaire un député du Hezbollah à Beyrouth, Ségolène Royal commit un faux pas. Elle n'hésita pas à reprendre le porte-parole de l'organisation terroriste parlant d'Israël comme *entité sioniste*, en rappelant le droit d'Israël à l'existence et à la sécurité. Mais le député du Hezbollah ne devait pas s'en tenir là, comparant l'occupation israélienne au nazisme sans susciter de réaction de la part de la délégation française. Vingt-quatre heures plus tard, Ségolène Royal en évoquant un problème de traduction qui fit qu'elle n'avait pas entendu cette comparaison, déclare : *ces propos qui auraient été inadmissibles, abominables, odieux, auraient entraîné de notre part un départ de la salle*. Mais le mal était fait, et la droite française

15 *Le Monde*, 24 janvier 2007.

16 Comme devait le remarquer finement Philippe Val, proposer de rétablir *immédiatement* les aides européennes aux Palestiniens, cela *signifie inconditionnellement* : *Sans la moindre garantie de reconnaissance de l'État d'Israël par le Hamas ? Sans moyen de contrôler que l'argent va bien aux hôpitaux, à la nourriture et aux écoles, et non aux milices, à l'achat d'armes et aux réseaux terroristes ?* (*Charlie Hebdo*, 20 octobre 2006).

sauta sur l'occasion pour reprocher à la candidate une *faute lourde* (Valérie Pécresse, porte-parole de l'UMP). Le CRIF, mais aussi le Cercle Léon Blum, pourtant proche du PS, condamnèrent également la rencontre avec le Hezbollah. Retenant la leçon, Ségolène Royal se garda bien de rencontrer le Hamas à Gaza, se contentant de rappeler au président Mahmoud Abbas son engagement de reprendre les aides à l'Autorité palestinienne.

Sur les questions du Proche-Orient, comme dans bien d'autres domaines, Ségolène Royal, avait donc su sortir des sentiers battus de la gauche et infléchir son discours. Mais cela ne devait avoir aucun impact électoral chez la majorité des Juifs de France, où la gauche était devenue inaudible. Car, comme en 2002, les mêmes causes produisant les mêmes effets, mais cette fois de façon encore plus visible et massive, des électeurs juifs venus de la gauche manifestèrent leur défiance à l'égard de la candidate socialiste. Ségolène Royal qui n'avait joué aucun rôle dans cette distanciation (mais aucun rôle en sens inverse non plus), paya, après Lionel Jospin en 2002, de dizaines de milliers de voix juives le prix du ralliement de la gauche aux thèses palestiniennes.

Ceci se fit directement au bénéfice de Nicolas Sarkozy, François Bayrou, malgré sa très bonne image, n'étant plus en 2007 le candidat préféré de la communauté organisée. Quant aux autres candidats, ils furent renvoyés à leur marginalité, sans autre forme de procès : Jean-Marie Le Pen pour des raisons évidentes, et les candidats d'extrême gauche du fait que, pour l'immense majorité des Juifs de France, leur politique se résume à une équation très simple : extrême gauche = antisémitisme = antisémitisme.

VOTE JUIF, VOTE ETHNIQUE ET VOTE DE CLASSE

Le virage à droite étant largement confirmé, il reste à apprécier son ampleur, et surtout ses déterminants. Mais la quantification de ce vote n'est pas aisée, à la limite de l'impossible. Il est vrai que la base statistique – le nombre et les caractéristiques sociologiques des Juifs en France – est mal connue. Mais ici, des études récentes apportent un éclairage intéressant¹⁷.

Inquiétudes communautaires et vote ethnique

Pour apprécier l'évolution des comportements communautaires, l'étude précitée réalisée sous la direction d'Erik Cohen montre très clairement qu'une nouvelle identité juive s'est mise en place entre des logiques que le sociologue rattache à la *tradition* ou à une démarche de *revivalisme* : l'appartenance communautaire des Juifs de France est plus marquée. En fait, le nouveau modèle réduit la frontière entre la sphère privée (la

17 Voir les travaux du Pr Sergio Della Pergola, article précité, l'étude réalisée sous la direction du FSJU, *supra*, et notre estimation du poids électoral de la communauté juive de France dans notre article : *Y-a-t-il un vote juif en France ?* Cahiers Bernard Lazare, janvier 2007. Selon les chiffres de l'élection présidentielle de 2007, le nombre d'inscrits était de 44 472 834, le nombre de votants de 37 254 242 (soit 83,77 % de taux de participation) dont 36 719 396 suffrages exprimés (source : *La Documentation Française*, « L'élection présidentielle française de 2007 ». À partir de ces données nous procédons à la projection suivante : au 1^{er} janvier 2007, la France comptait 61 538 000 d'habitants. On peut donc considérer que 72 % des Français étaient inscrits et que 59 % d'entre eux avaient voté. Soit pour environ 500 000 Juifs en France, un peu plus de 350 000 inscrits et un peu moins de 300 000 suffrages exprimés.

famille pour l'essentiel) et la sphère publique, où, désormais, la pratique religieuse, la lutte contre l'antisémitisme et la défense de l'État d'Israël s'affichent ouvertement. Cette appartenance décomplexée est sous-tendue par une implication individuelle plus grande, marquée par la fréquentation de l'école juive, la participation à la vie communautaire et la pratique religieuse¹⁸. Pour beaucoup d'observateurs, on aboutirait ainsi à une dichotomie entre les Juifs appartenant à la communauté organisée (une moitié environ) et les autres. Mais, si cette distinction est souvent pertinente en sociologie, sur un plan plus politique, les enquêteurs dirigés par Erik Cohen en sollicitant les différents types de Juifs sur leurs préoccupations ont été frappés par un dénominateur commun : religieux ou non, 'communautaires' ou non, de droite ou de gauche, les Juifs de France expriment les mêmes inquiétudes sur deux thèmes : la crainte de l'antisémitisme et le devenir d'Israël. Car, face à l'antisémitisme, les Juifs de France sont inquiets, et il ne s'agit pas d'un sentiment d'insécurité, mais d'une insécurité bien réelle, confirmée chaque année par les statistiques officielles ou non¹⁹. Et comme

18 En 2002, les établissements de la communauté juive scolarisaient environ 30 % des enfants juifs, alors qu'à la fin des années quatre-vingt cette proportion était de 15 %. Sur le plan de la vie juive, 30 % des familles déclaraient fréquenter régulièrement la communauté, alors qu'elles n'étaient que 22 % en 2002. Au plan religieux, 22 % des Juifs déclaraient fréquenter régulièrement une synagogue (contre 9 % en 1975).

19 Ainsi, les actions et menaces antisémites répertoriées par le ministère de l'Intérieur ont explosé l'année du déclenchement de la seconde Intifada (744 en 2000 contre 82 en 1999), culminé en 2002 (936) et 2004 (974), avant de redescendre en 2005 (504) Source : Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme

ce nouvel antisémitisme est très corrélé au conflit proche-oriental (dans ses manifestations les plus violentes, il est largement le fait de jeunes Arabes), ce phénomène atteint les Juifs doublement : il met en jeu leur intégrité physique et psychologique, mais aussi leur attachement à Israël qui est grand²⁰. En clair, la dynamique interne de la communauté – cet attachement ou ce retour à la tradition – et la pression externe – un environnement souvent hostile à Israël et aux Juifs – convergent pour donner au vécu juif contemporain un sentiment d'appartenance à une minorité menacée et dont le destin est intimement lié à celui de l'État d'Israël.

Et ceci n'est pas neutre sur le plan électoral. Les Juifs ne votent pas forcément en fonction de considérations communautaires mais ajoutent des préoccupations d'ordre identitaire à celles qu'ils vivent comme tous les Français. En clair, les Juifs de France votent comme les autres, mais... en rajoutent ! Ils amplifient les mouvements d'opinion lors de chaque élection présidentielle : basculement à gauche en 1981 confirmé en 1998, revanche de la droite en 1995, *vote de tous les refus*²¹ en 2002, anticipation de la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007. De façon très nette, les Juifs sanctionnent les candidats qui ne les comprennent pas et soutiennent ceux qui font preuve de vigilance

et la xénophobie - Année 2005 », *La Documentation française*, 2006 (voir notamment le tableau p. 28).

20 Dans l'étude dirigée par Erik Cohen, 86 % des Juifs se déclaraient proches ou très proches de l'État juif et 78 % y ont de la famille. Enfin, *las but not least*, les Juifs de France se disaient plus désireux qu'hier de faire leur *alyah*.

21 Voir l'étude sous la direction de Pascal Perrineau : *Le vote de tous les refus, les élections présidentielle et législatives de 2002*. Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

face à la montée de l'antisémitisme et de l'antisionisme. Désormais il faudra compter sur une dimension ethnique du vote, sans pour autant la surestimer car, chez les Juifs comme chez les autres, la position sociale de l'électeur joue un rôle au moins aussi déterminant.

Modèle social et vote de classe

Pour apprécier le comportement électoral des Français les 22 avril et 6 mai 2007, on retiendra d'abord quelques leçons : l'intérêt porté à cette élection avec une participation inégalée depuis 1965 et supérieure de 15 points à celle de 2002, le maintien du clivage droite/gauche, le recul des partis extrémistes, le virage à droite dès le premier tour. C'est précisément ce virage à droite que les Juifs de France ont largement amplifié. Tous les témoignages recueillis aussi bien après des responsables (du CRIF, du Consistoire de Paris etc.) que sur le terrain (dans les synagogues et autres institutions communautaires) et dans l'entourage familial et amical de chaque Juif de France laissaient présager un engouement non dissimulé pour Nicolas Sarkozy. Cette mobilisation n'apparaît pas dans les résultats finaux, pour des raisons démographiques évidentes : les Juifs représentent moins de 1 % de la population française, et les sondages 'sortie des urnes' n'ont pu quantifier leur vote, à la différence de ceux des chrétiens et des musulmans. Mais, dans quelques cas significatifs, on peut approcher une réalité de ce vote communautaire. Tout d'abord, chez les Français d'Israël, très majoritairement juifs, qui ont donné (avec une participation faible il est vrai, mais plus élevée qu'à l'accoutumée) 81,2 % de leurs voix au candidat de la droite, avec un record

dépassant les 92 % à Netanya²² ! Sur le territoire français, les choses sont évidemment moins nettes, sauf à Paris²³ et dans quelques

22 Le score de Nicolas Sarkozy à Netanya est particulièrement intéressant à observer, car les Français de cette ville sont Juifs en quasi-totalité, en général nés en France et immigrés en Israël. Ils sont très représentatifs de l'évolution de la communauté juive française depuis une trentaine d'années : majoritairement Séfarades, appartenant aux classes populaires ou moyennes (très peu à la grande bourgeoisie), pratiquants à des degrés divers mais fidèles à la tradition, sionistes par définition et soutenant la droite israélienne.

23 Ainsi, à Paris, le vote juif n'interfère que très modérément avec d'autres paramètres : dans la capitale, le candidat de la droite obtient 35,07 % des suffrages. Mais dans le 4^e arrondissement, qui compte pourtant depuis 2002 une maire de gauche (Dominique Bertinotti), Nicolas Sarkozy devance Ségolène Royal avec 34 % des voix contre 32 %. Une même observation peut être faite pour le 9^e arrondissement. Si l'on descend au niveau des bureaux de vote, la marque du vote juif est plus évidente au premier tour. Au cœur de la 19^e circonscription, bastion de gauche (tenu par l'ancien ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, et son suppléant, Daniel Marcovitch), la candidate socialiste réalise quelques-uns de ses meilleurs scores parisiens. Mais dans deux bureaux de vote comportant de nombreux électeurs juifs religieux (dont ceux de la communauté *loubavitch* de l'avenue de Flandre), la candidate socialiste est battue par Nicolas Sarkozy. L'analyse des résultats du premier tour dans tous les bureaux de vote du 19^e arrondissement, qui compte la plus grande communauté juive d'Europe, le montre : les Juifs, souvent très pratiquants, de la place des Fêtes, de la rue Manin, des rues Archereau, Curial, et de Thionville, ont infligé le très beau score obtenu par Ségolène Royal au niveau de l'arrondissement : 39,6 % contre 27,8 % pour Nicolas Sarkozy, soit une avance de près de douze points. Mais dans tous les bureaux de vote précités, on constate un écart de près de dix points avec la moyenne enregistrée dans l'arrondissement.

En terres de droite, dans le Val d'Oise, département plutôt résidentiel, Nicolas Sarkozy obtient 32,37 %, soit un peu plus que son score national, ce qui semble logique. Mais à Sarcelles, ville populaire, de gauche

villes de banlieue²⁴, où les Juifs ont un poids démographique significatif.

À ce stade, le doute n'est plus permis : les Juifs de France ont entendu sanctionner la gauche, mais pas seulement. Il s'agit en quelque sorte d'un 1981 à l'envers. À l'époque, les Juifs de France avaient choisi, pour deux tiers d'entre eux environ, François Mitterrand, en un vote anti-Giscard. En 2007, les Juifs de France ont soutenu, dans les mêmes proportions semble-t-il, le candidat de la droite, et ceci dès le premier tour. Ce qui laisse penser qu'au second, Nicolas Sarkozy a bénéficié chez les Juifs d'un score qui devait dépasser les 70 % !

Pourtant, on aurait tort d'analyser ce vote juif comme l'expression d'un sentiment exclusivement communautaire. Il faut y ajouter les grands déterminants du scrutin national, ce vote exprimant aussi une véritable adhésion au projet de la droite. Les Juifs de France ont simplement traduit les mêmes motivations que tous les électeurs de Nicolas Sarkozy, mais en y ajoutant une petite touche spécifiquement juive. L'adhésion d'électeurs juifs à ses promesses économiques inspirées d'un pur libéralisme (*Moins d'impôts, plus de travail*) est renforcée dans une communauté où les professions indépendantes (artisans, commerçants, avocats, médecins, consultants ...) sont sur-représentées. Ses postures sécu-

et fief de Dominique Strauss-Kahn, le candidat de la droite réalise un score plus qu'honorable, supérieur à sa moyenne départementale (33,98 %), proche du résultat décevant de la candidate socialiste : 37,35 %. L'analyse des résultats bureau par bureau montre ici aussi que les nombreux Juifs de cette ville, souvent très pratiquants, ont largement contribué à la bonne surprise offerte au candidat de la droite et à la contre-performance locale de Ségolène Royal.

ritaires (*Sanctionner les mineurs récidivistes comme les adultes, réprimer l'immigration illégale*) ont fait fortune auprès des Juifs de toutes conditions, mais surtout chez ceux de condition modeste, qui, de La Courneuve dans le *Neuf-Trois*, à *La Duchère* à Lyon, en passant par Marseille, sont confrontés tous les jours à la délinquance souvent aggravée par un antisémitisme primitif et violent. Mais, il y a plus : au delà des programmes et des prises de position conjoncturelles, le modèle social véhiculé par le candidat de l'UMP correspond tout à fait à celui de nombreux Juifs, en particulier les plus jeunes et les plus défavorisés. Loin des aspirations révolutionnaires de leurs aînés, les jeunes *Feujs* d'Aubervilliers ou de Villeurbanne ont fait de la réussite individuelle la quintessence de leurs projets. Pour eux, le modèle social c'est Arthur, cet autre petit Sépharade, qui réussissant à la télévision une carrière époustouflante, est propulsé de l'HLM de ses parents à Massy-Palaiseau²⁵ aux beaux quartiers de Paris, où, devenu milliardaire, il passera de la gauche à la droite, lui aussi, en soutenant Nicolas Sarkozy. Autres temps, autres rêves ...

*

Au terme de cette rapide analyse, gageons que, chez les Juifs aussi, viendra le temps de la déception. En tout état de cause, pour les Juifs aussi, les éléments les plus structurants du comportement électoral redeviendront les clivages traditionnels. Autrement dit, le vote de classe que l'on avait enterré un peu trop vite, finira sans doute par rejeter aux marges les scories ethniques du débat. Et c'est heureux, car il faut souhaiter, et favoriser, le reflux du communautarisme, sur le plan

²⁵ Voir l'interview donnée par le créateur des *Enfants de la Télé*, à Sept à Huit sur TF1 le 25 février 2006.

électoral aussi. D'autant, qu'en revenant à un comportement électoral correspondant à une démocratie vivante, les Juifs pourront mieux combattre toutes les obsessions antisionistes et les violences antisémites. À défaut, le

pacte républicain serait encore un peu plus atteint dans ses fondements. Et pour toutes les minorités cela n'est jamais bon signe.

Philippe Velilla (13 décembre 2007)